



SciencesPo.

CSO
CNRS

Centre de sociologie des organisations



Un nouveau cadre pour l'évaluation socio- économique des risques

Synthèse des synthèses du séminaire
SocRisk – Ifris-R²S

Olivier Borraz – 29 novembre 2011

Corpus

- *Vers une évaluation socio-économique des risques ?
L'apport des sciences sociales à l'analyse des risques*
- Séminaire organisé par le Réseau Risques & Société et financé par l'IFRIS
- 4 séances entre 2010 et 2011, qui ont donné lieu à des compte-rendu détaillés
- 3 synthèses présentées lors d'une 5e séance
 - **Olivier Borraz**
 - **Christine Noiville**
 - **Pierre-Benoit Joly**
- Une synthèse des synthèses

Le constat initial

- Une demande croissante d'évaluation socio-économique mais :
 - **Une diversité d'attentes du côté des institutions**
 - **Une diversité d'offres du côté des sciences sociales**
- Une grande confusion autour de ce que recouvre l'évaluation socio-économique, de ce qu'on en attend, de ses objectifs.
- Cette confusion conduit à une double réduction.

1ère réduction

- Les discussions autour de l'évaluation socio-économique conduisent très souvent à la question de sa place dans la démarche d'analyse de risque.



La place de l'ESE

- Un complément ou une dimension nouvelle dans le schéma standard d'analyse de risque?
- L'évaluation socio-économique chevauche la séparation évaluation-gestion des risques.
- Des distinctions fortes mais implicites chez les acteurs de l'évaluation et de la gestion qui compliquent la tâche de l'évaluation socio-économique :
 - **Science vs. société**
 - **Nature vs. culture**
 - **Faits vs. valeurs**
 - **Vérité vs. opinions**
 - **Raisons vs. émotions**
 - **Etc.**

5



SciencesPo.

CSO
CNRS

Centre de sociologie des organisations



1ère réduction

- Les discussions autour de l'évaluation socio-économique conduisent très souvent à la question de sa place dans la démarche d'analyse de risque.
→ Une réduction procédurale qui convient mal aux approches des chercheurs en sciences sociales.



2e réduction

- Les discussions autour de l'évaluation socio-économique assimilent souvent l'évaluation socio-économique aux seules sciences sociales.
- On peut distinguer 4 cas de figure:
 - **Là où les sciences sociales sont attendues**
 - **Là où les sciences sociales sont de plus en plus appelées**
 - **Là où les sciences sociales commencent à être appelées**
 - **Là où les sciences sociales sont *non grata***

Là où les sciences sociales sont attendues

Assurer l'interface entre la science et la société, entendue au sens d'un public, avec pour objectif de rendre les risques acceptables.

- perception des risques
- acceptabilité sociale des risques
- communication, éducation, information sur les risques
- *concern assessment* aux Pays-Bas

Là où les sciences sociales sont de plus en plus appelées

Assurer l'interface avec la société, entendue ici comme un ensemble complexe et pluriel, avec pour objectif implicite d'éviter que ne se reproduisent les crises, controverses et scandales du passé et comme objectif explicite de renforcer la légitimité et la solidité des décisions.

- analyse coût-bénéfice
- analyse coût-efficacité
- études d'impact
- évaluation *ex ante* des politiques
- inégalités sociales, équité sociale, justice environnementale
- organisation de l'expertise
- organisation de dispositifs de concertation avec le public, *stakeholder engagement*
- cadrage des problèmes / saisines
- cartographie et jeux acteurs
- relations avec les parties prenantes ; association des parties prenantes
- enjeux juridiques (brevetabilité du vivant, droits de propriété, responsabilité du producteur)
- acceptabilité sociale des décisions
- évaluation de la faisabilité et de l'opportunité des mesures de gestion des risques
- éthique
- bien être ? qualité de vie ? bonheur ?
- *nudge* ?

9



SciencesPo.

CSO
CNRS

Centre de sociologie des organisations



Là où les sciences sociales commencent à être appelées

Assurer l'interface avec la société, saisie ici par le biais d'espaces professionnels, qu'ils soient scientifiques, techniques, marchands. L'enjeu est à la fois de s'assurer du réalisme ou de la faisabilité des mesures de gestion ; ainsi que d'obtenir des données et connaissances complémentaires aux savoirs scientifiques.

- analyse des bénéfices (dans une démarche bénéfice/risque)
- restitution des comportements ou pratiques d'acteurs professionnels (e.g. agriculteurs, ouvriers)
- analyse des filières (organisation, structuration, régulation, etc.)
- évaluation de l'impact d'une technologie ou pratique sur une filière, une activité, un champ
- une approche transversale aux autres disciplines scientifiques ; un regard interrogatif sur ces disciplines, leurs postulats et paradigmes, leur traitement de l'incertitude

10



SciencesPo.

CSO
CNRS

Centre de sociologie des organisations



Là où les sciences sociales sont *non grata*

Cela concerne les types de savoirs propres qu'elles produisent, lesquels présentent un risque de politisation ou de sortie de l'espace proprement scientifique ; mais aussi qui augmentent le degré d'incertitude autour des objets à risque ou les complexifient.

- déconstruction des savoirs scientifiques
- mise en évidence de savoirs profanes
- analyse des enjeux de pouvoir entre acteurs publics
- analyse des limites des dispositifs d'expertise, remise en cause des frontières entre science et politique
- mise en évidence de mécanismes de production d'ignorance ou d'invisibilité
- restitution de l'épaisseur du local, ou du social

2e réduction

- Les discussions autour de l'évaluation socio-économique assimilent souvent l'évaluation socio-économique aux seules sciences sociales.
→ Une réduction à l'analyse coût-bénéfice, seule en mesure de quantifier les données du problème.



Une double réduction

- Les discussions autour de l'évaluation socio-économique conduisent très souvent à la question de sa place dans la démarche d'analyse de risque.
→ Une réduction procédurale qui sied mal aux approches des chercheurs en sciences sociales.
- Les discussions autour de l'évaluation socio-économique assimilent souvent l'évaluation socio-économique aux seules sciences sociales.
→ Une réduction à l'analyse coût-bénéfice, seule en mesure de quantifier les données du problème.
- Nécessité de penser l'évaluation socio-économique en dehors de ces deux cadres.

Les enjeux d'une ESE

Engager :

- Une réflexion sur la démarche.
- Une réflexion sur le contenu.
- Une réflexion sur les objectifs.



La démarche de l'ESE

- L'ESE doit s'inscrire dans la durée
 - Une évaluation "au fil de l'eau" qui reconnaît un rôle au marché / une évaluation plus encadrée mais qui s'inscrit néanmoins dans une temporalité longue.
 - Une évaluation qui tient compte des données que produisent les marchés et les pratiques individuelles, sur la base d'un monitoring continu.
 - Une évaluation qui permet de réajuster, de "décider sans trancher".
 - Mais se pose la question de son articulation avec une évaluation *ex ante*.
- L'ESE comme démarche expérimentale
 - En droit français, l'expérimentation est devenue une technique d'accompagnement des réformes : le passage en situation réelle devient une étape indispensable à l'adoption de bonnes décisions.
 - L'expérimentation nécessite un cadrage très précis:
 - Déterminer les questions à poser
 - Définir les dispositifs à mettre en place pour obtenir des données, donc des éléments de réponse
 - Associer les parties prenantes
 - Prévoir la réversibilité des décisions
 - S'interroger sur la généralisation des résultats obtenus
 - Se donner les moyens d'identifier des éléments non anticipés
 - **Sciences sociales ont un rôle déterminant à jouer dans le cadrage et l'interprétation des résultats.**
 - **Mais risque de dépolitisation par une réduction des questions posées ; et promotion de l'efficacité comme valeur première demeure discutable.**

15



SciencesPo.

CSO
CNRS

Centre de sociologie des organisations



Le contenu de l'ESE

- Nécessité de recourir à une diversité d'approches :
 - **Pluralité des outils, techniques et dispositifs**
 - **Pluralité des méthodes**
- Nécessité de s'appuyer sur une diversité de formes de savoirs et de connaissances :
 - **Données quantitatives et qualitatives**
 - **Connaissances scientifiques et savoirs profanes**
 - **Données quantifiées et données anecdotiques**
 - **Mais se pose le problème de leur articulation**
- Des dispositifs de délibération à toutes les étapes :
 - **Mettre en discussion les éléments de cadrage**
 - **Mettre en discussion l'interprétation des résultats**

Les objectifs de l'ESE

- Mettre en évidence la pluralité des dimensions qui caractérisent un objet donné :
 - **Dépasser le caractère unidimensionnel de l'ACB**
 - **Réintroduire les différents systèmes de valeurs**
- Éviter la production d'irréversibilité liée aux phénomènes de lock-in :
 - **Veiller à ce que de nouveaux marchés, technologies, filières n'en fassent pas disparaître d'autres**
- Repolitiser la décision en posant clairement les choix, trade-offs et alternatives.

Quelle évaluation des risques ?

- Les discussions à propos de l'évaluation socio-économique amène inévitablement à réinterroger les dispositifs d'évaluation et de gestion du risque.
- Ce qui du même coup rend ces discussions compliquées ...
- mais soulève la question de ce que doit être une décision juste et démocratique.